



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Journée nationale du 17/10/19 « Réussir l'intégration des étrangers par l'emploi »

Présentation suite au rapport « L'impact de l'immigration sur le marché du travail, les finances publiques et la croissance »

(J. Rousselon, C. Gilles, M. Harfi)

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/limpact-de-limmigration-marche-travail-finances-publiques-croissance>





FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

I. Quelques éléments de contexte institutionnel



Le récent rapport de France Stratégie

- Demande de l'AN, le PM acceptant que FS réalise une étude
 - Etude elle-même destinée à alimenter un travail des services de l'AN
 - Périmètre comparable à des travaux déjà menés aux Etats Unis ou au Royaume-Uni. En France, absence d'étude faisant le point sur l'ensemble de ces ≠ aspects
 - **Périmètre large, n'incluant pas tous les enjeux associés à l'immigration, mais dépassant la question de l'insertion professionnelle ajd abordée**
- Une **revue de littérature française ou étrangère, académique ou administrative**, par une équipe sans spécialistes de l'immigration, mais pluridisciplinaire.



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

II. Pourquoi l'intégration professionnelle des immigrés est un enjeu majeur



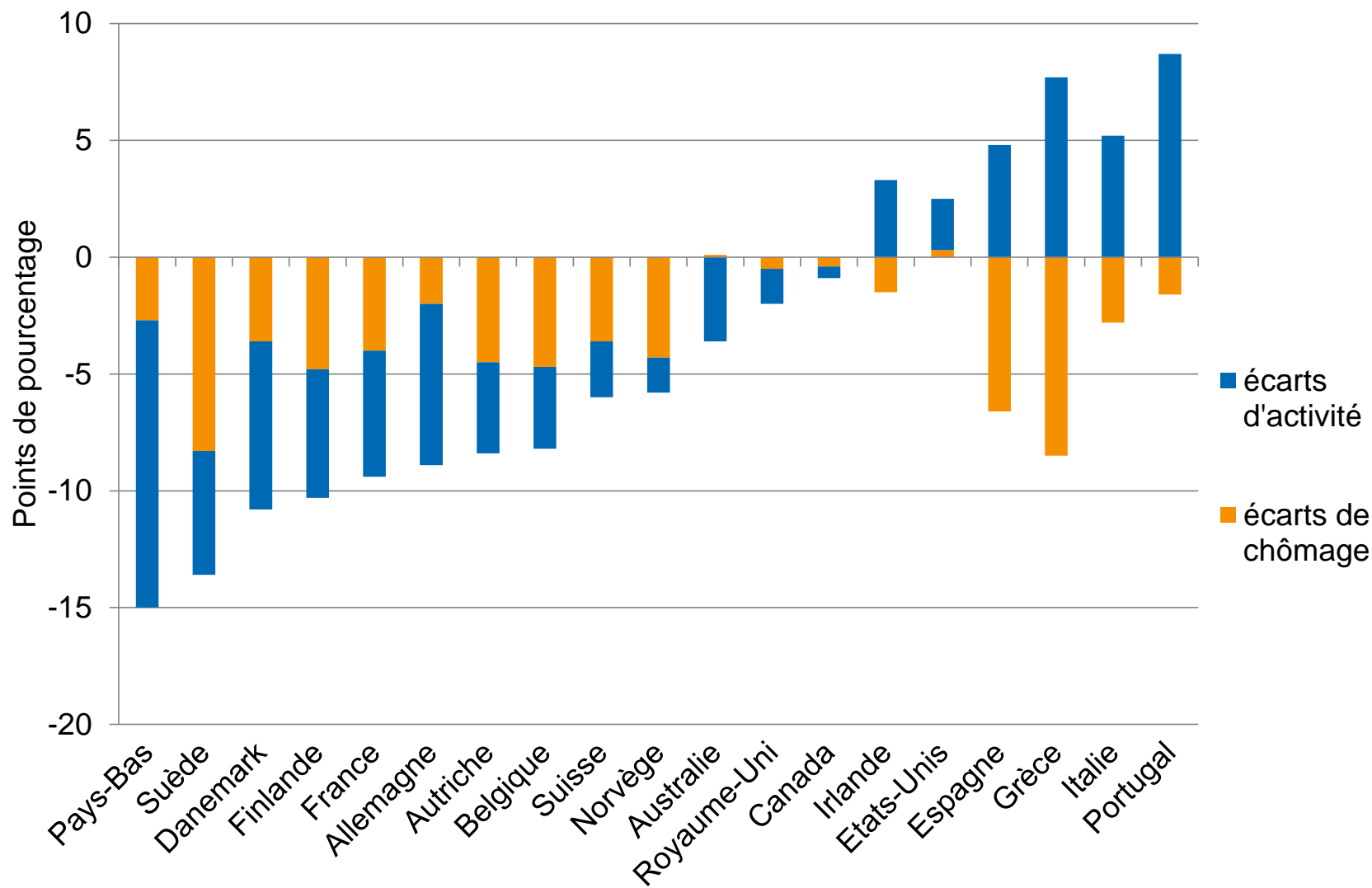
Un enjeu pour les grands indicateurs du marché du travail

- Consensus / absence d'effet marqué de l'immigration sur l'emploi et les salaires des non-immigrés
- Pour autant, indicateurs majeurs du marché du travail (tx d'emploi /de chômage) dépendent... de l'insertion pro des immigrés eux-mêmes.
- L'insertion professionnelle se décline en plusieurs paliers:
 - Un prérequis: la présence sur le marché du travail (risque d'inactivité)
 - Un fondamental: trouver un emploi (risque de chômage)
 - Un aboutissement: occuper un emploi en phase avec les savoir-faire (risque de déclassement)
- **Certes**, l'insertion dépend fortement des caractéristiques des immigrés, et donc de la typologie de l'immigration
- **Mais pas de fatalité**: à profil donné, l'insertion pro des immigrés dépend aussi de la mise en place d'un certain nombre de dispositifs, et, de manière + générale, des politiques publiques du pays d'accueil

Un écueil à deux visages: inactivité et chômage

Calculs France Stratégie à partir de données OCDE (2017)

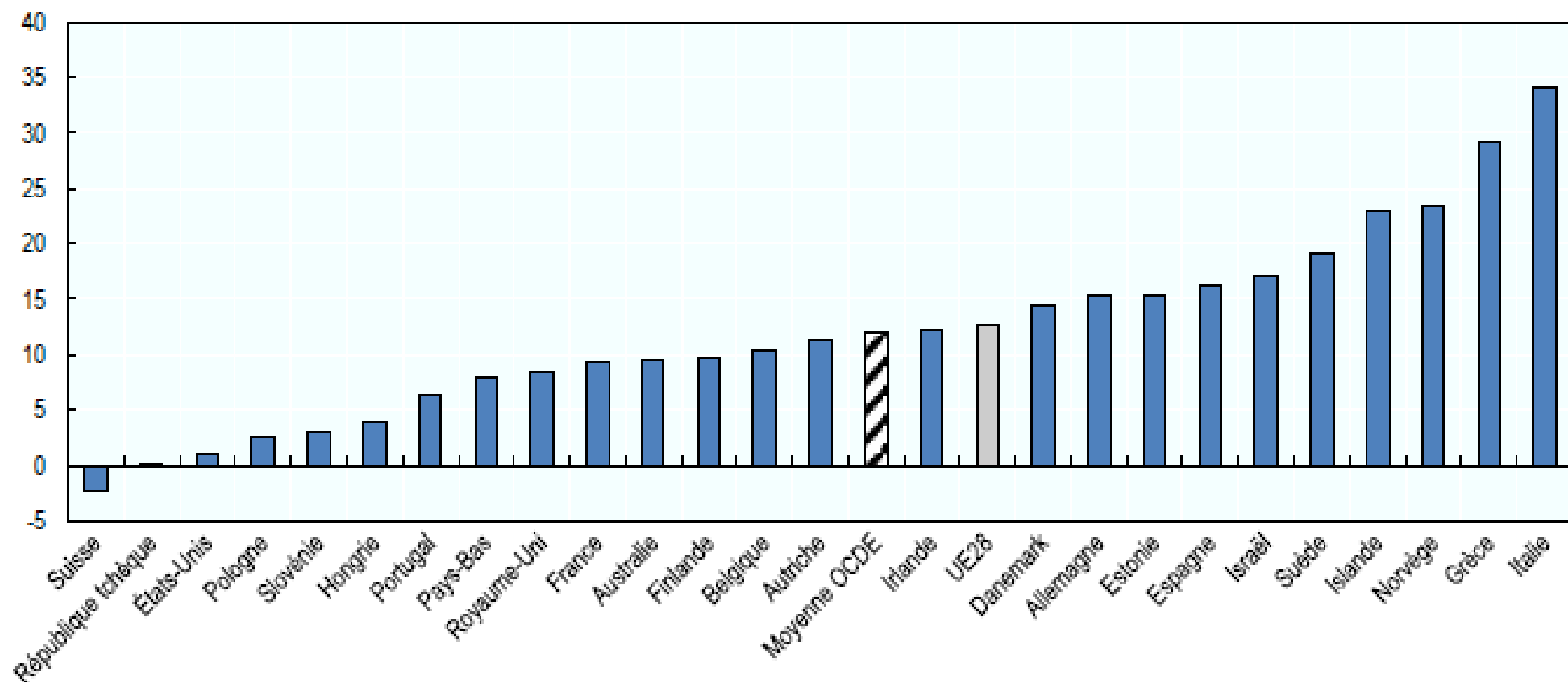
population de 15 à 64 ans, comparaison immigrés/non-immigrés



Avec en outre un risque de déclassement

Différences de taux de déclassement entre les travailleurs nés à l'étranger et les travailleurs nés dans le pays, 2017 ou dernière année disponible (en points de pourcentage ; source OCDE)

Le déclassement compare le niveau d'instruction d'un travailleur et le poste qu'il occupe



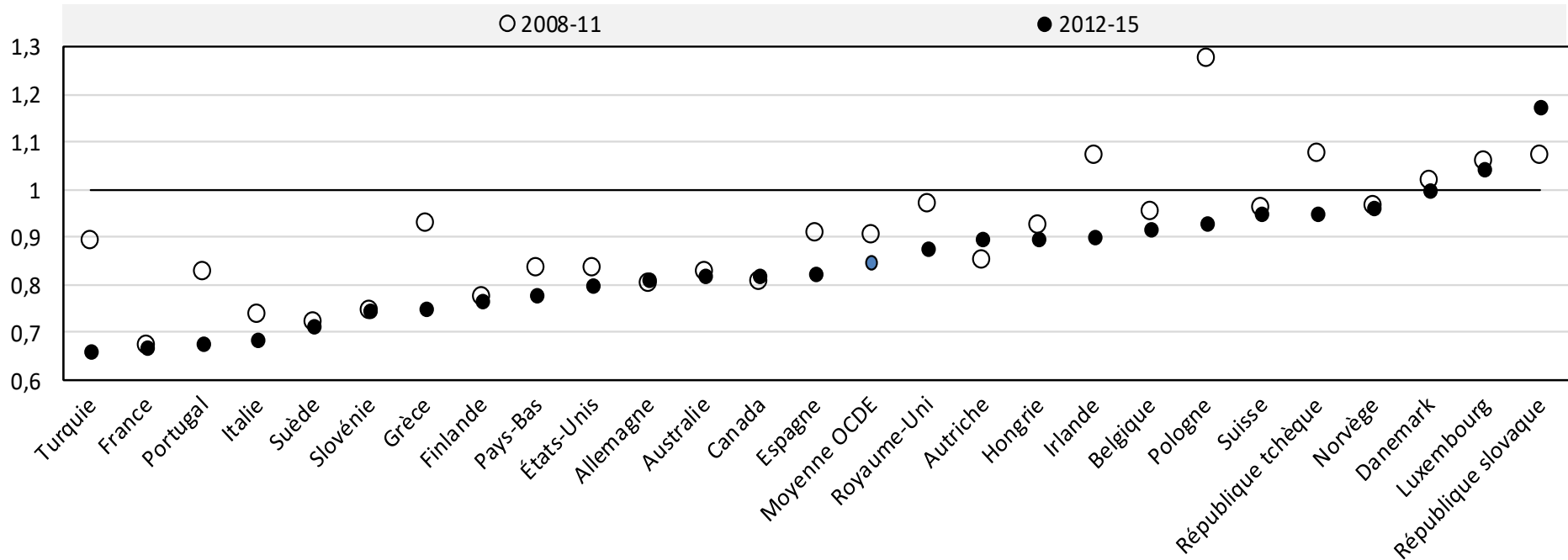
Au-delà, un enjeu économique et sociétal

- La part des personnes en emploi est l'un des déterminants de l'impact de l'immigration sur la croissance par habitant à long-terme.
- A plus court terme, l'insertion professionnelle des immigrés conditionne aussi très largement l'impact de l'immigration sur les finances publiques:
 - coûts évités en termes de prestations sociales (assurance et assistance),
 - surcroît de recettes fiscales et cotisations sociales (y compris vis-à-vis d'éventuelles situations de travail non déclaré)
- En outre, l'insertion professionnelle est un vecteur d'insertion sociale plus large, svt occasion d'une socialisation au-delà du cercle familial, communautaire ou de voisinage (aspects sociétaux et culturels non étudiés ds le rapport)

La diversité des obstacles

- Notamment illustrée par le rôle de la durée de séjour: amélioration graduelle, mais sans atteinte des niveaux d'emploi des non-immigrés.

Le quotient tx d'emploi immigrants récents/immigrants installés (OCDE):



→ des facteurs « rattrapables » (maîtrise linguistique, connaissance du marché du travail, constitution d'un réseau) pour lesquels il s'agit d'accélérer le rattrapage

→ des facteurs « invariants » (place des femmes, discrimination) à combattre



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

III. L'intégration professionnelle des immigrés: quels leviers sur le taux d'activité?



La promotion de l'activité féminine

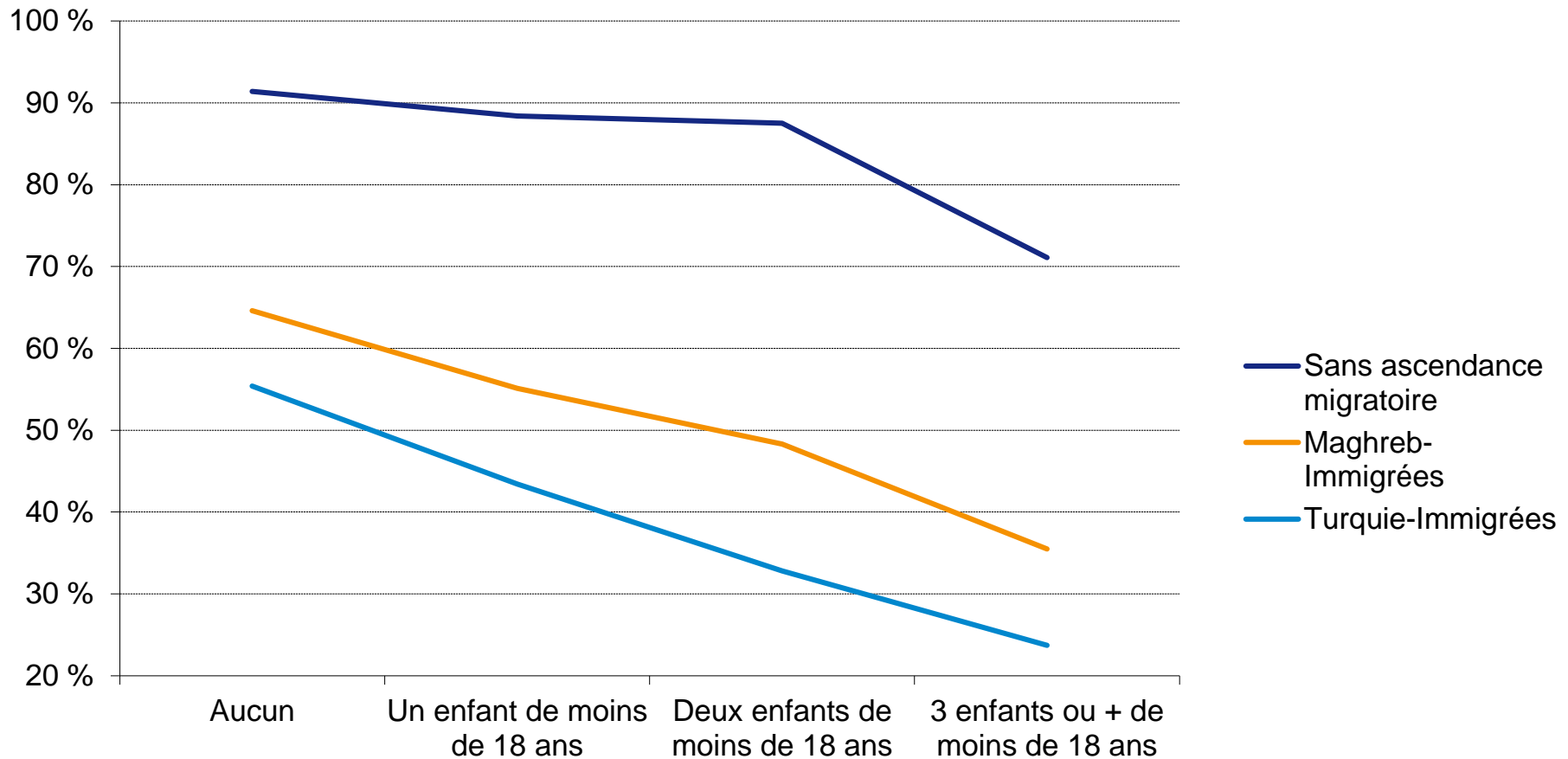
- **La sous-activité des femmes est forte**, même à configuration familiale donnée
- Résulte en partie des différences de motif d'immigration, d'où svt moindres qualifications, et moindre maîtrise de la langue
- Pour autant, ces différences H/F résultent largement des stéréotypes, et dépendent d'ailleurs fortement du pays d'origine

→ enjeu général de lutte contre les stéréotypes, parfois très ancrés

→ implique notamment un accès aux **politiques de formation compatible avec les contraintes familiales**: par exemple, garde d'enfants pendant les cours (cf. actuelle mobilisation nationale pour l'emploi avec objectif de lever freins au retour à l'emploi liés à la garde d'enfants)

Une illustration

Taux d'activité féminins par origine selon le nombre d'enfants
(d'après Insee, 2019)



L'adaptation aux spécificités de l'immigration humanitaire

- L'existence de dispositions administratives spécifiques:
 - **période d'attente** de 9 mois en moyenne pour les demandeurs d'asile
 - **durée de validité de certains documents** provisoires peu un phase avec l'horizon temporel des employeurs ou de Pôle Emploi

→ Prévenir les refus de formation, la réticence des employeurs à accepter d'autres titres que la carte de séjour
- L'existence de séquelles physiques et psychiques:

→ des enjeux de **dépistage et traitement des problèmes de santé**
- Élément de contexte: la création de la Diair (délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés)



FRANCE STRATÉGIE

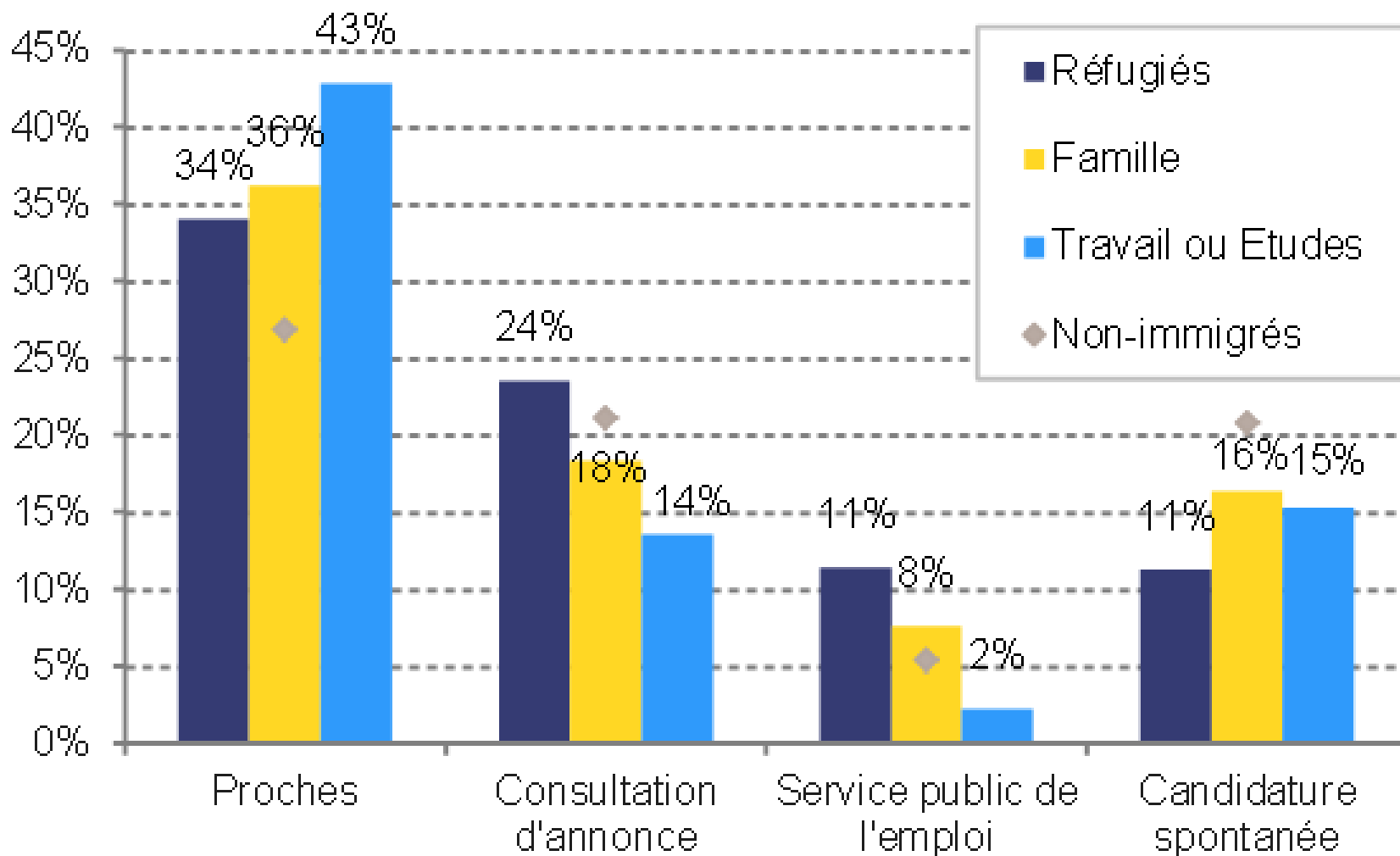
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

IV. L'intégration professionnelle des immigrés: quels leviers face aux risques de chômage et de déclassement ?



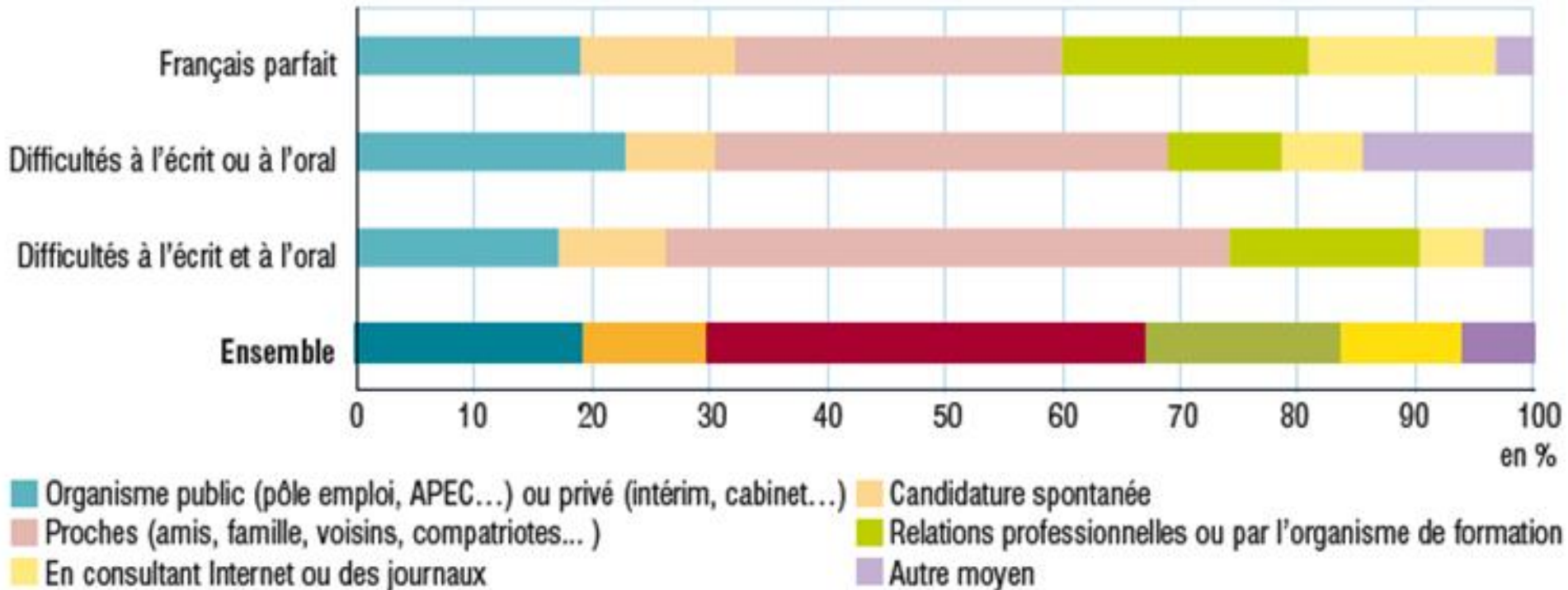
Un profil spécifique des canaux de contact...

Statistiques sur 25 pays de l'UE (rapport 2016 de la DG emploi, affaires sociales et inclusion de la Commission européenne)



... également fonction des compétences linguistiques

Selon la maîtrise du français (source *Insee*, module complémentaire à l'enquête emploi, 2014)



Le renforcement de la formation linguistique

- Malgré l'histoire/la francophonie, **écarts de littératie** entre immigrés et non-immigrés importants en France, sans repli possible sur l'anglais
- Or tous les immigrés ne peuvent compter s/des proches
- langue = obstacle mentionné par immigrés eux-mêmes, barrière à l'emploi mais aussi facteur de déclassement.

En cas de parfaite maîtrise de la langue:

- des salaires des immigrés supérieurs de 17% (*Insee*, 2016)
 - un sentiment de surqualification 40% moins élevé (*ibidem*)
- **cours gratuits et obligatoires** du CIR, réformés / loi « asile immigration »: doublement de la **durée**, **repérage** de l'analphabétisme

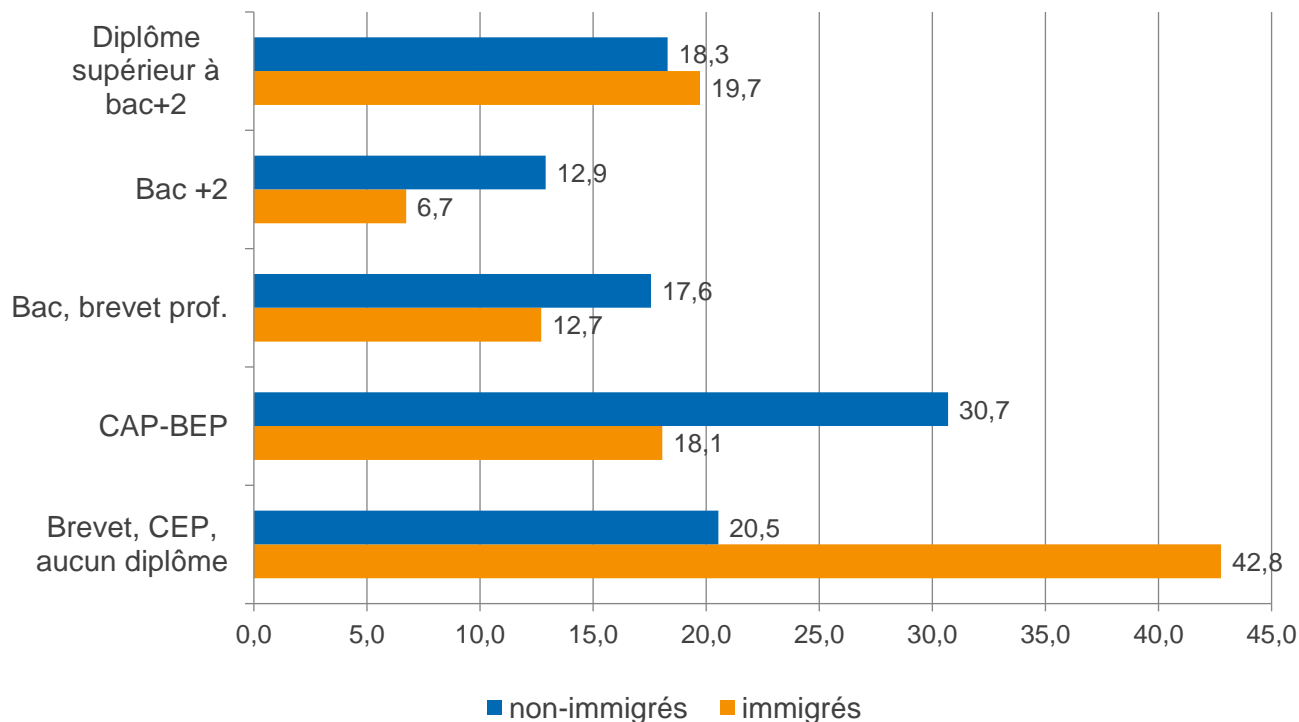
- Au-delà, enjeu d'**adaptation de la formation** linguistique des immigrés
- à l'activité professionnelle en général
- à leurs perspectives professionnelles en particulier (cas des immigrés très diplômés)

De moindres rendements de l'éducation

Niveaux de diplôme des immigrés et des non-immigrés en France, 2018

Sources: Insee, enquêtes emploi

Comparaison niveaux de diplômes et cat. socioprofessionnelles



Immigrés et non-immigrés selon la catégorie socioprofessionnelle, 2017

	Immigrés	Non-immigrés
Agriculteurs exploitants	1 %	2 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	8 %	6 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	14 %	17 %
Professions intermédiaires	13 %	26 %
Employés	29 %	27 %
Ouvriers	32 %	21 %
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	3 %	1 %
Non renseigné	1 %	0 %
Ensemble (milliers)	3 080	26 588

La reconnaissance des qualifications

- La 2^{de} barrière à l'emploi la plus souvent évoquée par les immigrés
- Certes, enjeu a priori amoindri en France : une majorité d'immigrés diplômés ont obtenu leur diplôme le plus élevé dans le pays
- Mais, pour les détenteurs de diplômes étrangers, aversion au risque des employeurs
- OCDE a souligné en 2017, dans ses analyses pour la France, les faiblesses des dispositifs, dont une **faible lisibilité** (pour les employeurs et pour les immigrés)
- Un recours aujourd'hui faible en France (et ailleurs)
- L'appel à projets lancé en octobre 2018 par le ministère du travail afin de favoriser l'insertion des réfugiés vise par exemple notamment à une meilleure reconnaissance des compétences

L'accès au droit et la lutte contre les discriminations

- **La méconnaissance des institutions peut aboutir à l'absence d'accompagnement** des primo-arrivants
 - ce à quoi est censé remédier le volet d'insertion pro du CIR (orientation des primo-arrivants vers solutions d'accompagnement par l'OFII)
- **Au-delà de la mise en relation de l'offre et de la demande** par le service public de l'emploi, l'existence de **discriminations** est attestée par diverses études
 - Intérêt d'en étudier les facteurs prédictifs, autrement dit les types d'entreprises les plus exposées (selon la taille, le secteur...)
 - Enjeu des méthodes de mise en relation (présentations directes de candidats par Pôle Emploi, sans envoi préalable du CV ?)

Des aspects propres à l'immigration économique

- L'insertion professionnelle est facilitée lorsque les savoir-faire sont en adéquation avec les **secteurs ou métiers dits « en tension »**
- Ainsi il existe une **liste des métiers en tension**. Toutefois :
 - **non actualisée depuis 2008** malgré son rôle dans l'octroi des visas de travail (seuls 15% des métiers encore en tension)
 - divers pays d'immigration ont instauré des « clauses d'extinction »
 - basée sur **un seul indicateur fragile** (ratio OEE/DEE)
 - divers pays utilisent des faisceaux d'indicateurs
 - **sans dimension prospective** malgré la disponibilité de diverses études
 - divers pays intègrent des éléments de prospective qualitative.
 - **doublée d'autres listes** (accords bilatéraux de gestion concertée)
- L'immigration économique régulée par l'octroi de visas ne représente toutefois que 10% des flux, même si elle est en forte hausse

Des aspects propres à l'immigration humanitaire

- **Le ciblage des métiers en tension** peut aussi s'appliquer à l'intégration des réfugiés (prg HOPE en partenariat avec l'AFPA, Pôle Emploi et l'OFII)
 - Mais svt, diasporas préexistantes (facteurs de soutien) et majorité des emplois dans métropoles, aux marchés du logement « tendus »
 - **Accès au logement** = svt important défi, au-delà des CADA et de l'hébergement d'urgence : absence de patrimoine, de solidarités familiales et de garants, délais d'attente pour le parc social...
- Risques:
- d'arbitrage entre mal-logement et absence d'emploi,
 - d'engorgement local des services publics en appui à l'intégration sociale et professionnelle.
- Toutefois, une + gde **mobilité géographique** (moins d'attaches familiales, sociales et patrimoniales) voire sectorielle des immigrés, atout potentiel dans le cadre de stratégies d'insertion professionnelle.